

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 22/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ROMMEL RECYCLAGE VALORISATION

ZI les Sorettes
28210 Nogent-le-Roi

Références : 156/RAPVI/CC/IC230312
Code AIOT : 0010000156

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2023 dans l'établissement ROMMEL Jean-Denis implanté Zone Industrielle les Sorettes 28210 Nogent-le-Roi. L'inspection a été annoncée le 02/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROMMEL RECYCLAGE VALORISATION
- Zone Industrielle les Sorettes 28210 Nogent-le-Roi
- Code AIOT : 0010000156
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Rommel Recyclage Valorisation exploite une installation de transit, regroupement et tri de déchets de métaux non dangereux. Cette dernière a également pour activité l'entreposage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite d'inspection du 07/09/2020,
- Conditions de stockages des VHU et des déchets métalliques/ferreux,
- Contrôle périodique des extincteurs et des installations électriques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11 - IV	VI du 07/09/2020 (NC5)	Lettre de suite préfectorale	60 jours
11	Extraction du verre	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 12°- annexe cahier des charges VHU	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
12	Stockage des moteurs	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 - III	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 15/05/2023, article R. 181-47	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	VI du 07/09/2020 (NC2)	Sans objet
10	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 15/05/2023, article R. 541-45	VI du 07/09/2020 (NC3 / D2)	Sans objet
13	Volume de stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - IV.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien du séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	VI du 07/09/2020 (NC1)	Sans objet
3	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	/	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	/	Sans objet
6	Audit de conformité	AP Complémentaire du 14/08/2019, article 15°-annexe cahier des charges VHU	/	Sans objet
7	Entreposage des fluides	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 10° - annexe I	/	Sans objet
8	Aire d'entreposage des VHU non dépollués	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 10° - annexe I	VI du 07/09/2020 (NC4)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/05/2023, article R. 181-47
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire [...].</p> <p>II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.</p>
Constats : Le changement d'exploitant et de transfert d'agrément VHU doit faire l'objet d'un dépôt de dossier auprès du Préfet.
Observations : Le site, objet du présent rapport, était initialement exploité par Monsieur Jean DUHEM pour une activité de dépôt de ferrailles et carcasses de véhicules hors d'usage autorisée par arrêté préfectoral du 01/03/1977. Un changement d'exploitant au profit de la société Les Etablissements ROMMEL Jean-Denis a été déclaré le 11/07/1998 et a donné lieu à la délivrance d'un récépissé de déclaration du 21/07/1998. Par arrêté préfectoral complémentaire du 25/01/2007, Les Etablissements ROMMEL Jean-Denis ont été agréés pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sous le numéro PR2800007D ("démolisseur"). Le renouvellement d'agrément de la société Les Etablissements ROMMEL Jean-Denis "Centre VHU" a ensuite été acté par arrêté préfectoral complémentaire du 11/06/2013. Par arrêté préfectoral complémentaire du 14/08/2019, l'autorité administrative a pris acte du changement d'exploitant au profit de la société ROMMEL RECYCLAGE et du renouvellement de l'agrément précité. M. Bruno ROMMEL mentionne que suite au décès de M. Jean-Denis ROMMEL (père), la cession de l'entreprise a été actée par le notaire le 22/12/2022 au profit de la société " SARL ROMMEL RECYCLAGE VALORISATION " dont il est désormais le gérant. D'après le registre du commerce et des sociétés, la société SARL ROMMEL RECYCLAGE VALORISATION est enregistrée au greffe du tribunal de commerce de Chartres depuis le 17/03/2021. L'exploitant précise que le changement d'exploitant a été déclaré auprès du préfet par courrier du 04/01/2023 et en remet une copie à l'inspection des installations classées.

Néanmoins, l'inspection des installations classées constate que ce courrier ne mentionne pas précisément le destinataire, et par conséquent, il est nécessaire que l'exploitant formalise par le dépôt d'un dossier auprès de la Préfecture une demande de changement d'exploitant et de transfert d'agrément. A ce titre, l'exploitant devra également fournir un extrait K-bis de sa société.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Entretien du séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur d'hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/09/2020 (NC1) • type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : [...] Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an [...]. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures [...] ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dispositif de traitement des eaux pluviales de l'installation a fait l'objet d'un contrôle périodique.
Observations : Constat du 07/09/2020 (NC1) : La fréquence minimale de vidange du séparateur n'est pas respectée. Le jour de la visite, l'exploitant présente la fiche d'intervention n°13316793.1.1 établie par la société SVR démontrant que le séparateur d'hydrocarbures du site a été vidangé et nettoyé le 12/05/2023. Le bordereau de suivi des déchets n°20230511-DNVRCQ4A0 mentionne que les boues hydrocarburées (code déchet 13 05 02*) ont été collectées par la société Vidanges réunies SVR pour être ensuite traitées et éliminées par la société Ecopur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH 5,5 — 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température < 30 °C ; b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : Matières en suspension : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; DBO5 : 800 mg/l [...] d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain, Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; Plomb : 0,5 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; Métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al [...]
Constats : Pas d'écart relevé.
Observations : L'exploitant mentionne lors de la visite qu'il est en attente des résultats d'analyse des eaux résiduaires du site. A l'appui de ses propos, il montre le bon de commande DVO2613 du laboratoire Sypac du 09/05/2023. Postérieurement à la visite, l'exploitant a fourni le rapport d'analyse n°23051000186801 du 25/05/2023 montrant que tous les paramètres ont été analysés et que les valeurs limites de concentration sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées [...].
Constats : Les installations électriques ont été vérifiées et sont maintenues en bon état.
Observations : D'après l'attestation Q18, une vérification complète avec coupure totale des installations électriques a été réalisée le 02/11/2022 par la société Socotec. Ce document précise que les installations électriques ne sont pas susceptibles d'entraîner un risque d'incendie et/ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2020 (NC2)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <p>— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé [...] permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures [...] pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage [...].</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir le rapport de vérification des extincteurs ou l'attestation Q4.
Observations : Constat du 07/09/2020 (NC2) : L'exploitant ne peut justifier la disponibilité des besoins en eau utilisable en cas d'incendie par les services d'incendie et de secours.
<p>L'exploitant présente un plan du SDIS sur lequel sont matérialisés les poteaux incendie et les réserves d'eau de la zone industrielle " Les Sorettes ". Il est indiqué sur ce document que l'ensemble des poteaux incendie représente un débit de 120 m³/h.</p> <p>L'exploitant précise par ailleurs que les extincteurs de l'établissement ont été récemment vérifiés par la société Eurofeu et qu'il est en attente du certificat de conformité N4.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Audit de conformité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/08/2019, article 15 °- annexe cahier des charges VHU
Thème(s) : Situation administrative, Audit de conformité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité [...].
Constats : Pas d'écart relevé.
Observations : Un audit de conformité au cahier des charges centre VHU a été réalisé le 27/03/2023 par l'organisme AB certification qui n'a relevé aucune non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entreposage des fluides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 10° - annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des fluides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention.
Constats : Pas d'écart relevé.
Observations : L'inspection des installations classées constate que les fluides extraits des véhicules lors de la dépollution sont stockés dans des conteneurs séparés et dotés d'un dispositif de rétention
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Aire d'entreposage des VHU non dépollués

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 10° - annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Aire d'entreposage des VHU non dépollués
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2020 (NC4)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>[...] Les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraissseurs [...].</p>
Constats : Pas d'écart relevé.
Observations : Constat du 07/09/2020 (NC4) : Stockage de VHU non dépollués hors surface imperméable. Lors de la visite du 15/05/2023, il n'a pas été constaté d'entreposage de véhicules hors d'usage en attente de dépollution sur une surface non étanche. L'exploitant précise que les véhicules hors d'usage en attente d'expertise ne sont pas admis au sein de son établissement.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11 - IV
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2020 (NC5)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>[...] Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...].</p>
Constats : Les aires d'entreposage des déchets ferreux et métalliques sont dépourvues d'une dalle étanche et d'un dispositif de collecte et de traitement des eaux susceptibles d'être polluées.
Observations : Constat du 07/09/2020 (NC5) : Stockage de déchets métalliques hors surface permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident. L'exploitant n'a pas mis en œuvre les actions correctives nécessaires en réponse au constat susmentionné. En effet lors de la visite du 15/05/2023, l'inspection des installations classées constate que des déchets ferreux et métalliques sont stockés en plein-air et à même le sol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/05/2023, article R. 541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2020 (NC3 / D2)• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>[...] Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets [...].</p>
Constats : La demande (D2) émise par l'inspection des installations classées lors de la visite du 07/09/2020 est maintenue.
Observations : Constat du 07/09/2020 : Les bordereaux de suivi de déchets dangereux ne sont pas correctement renseignés (NC3). L'exploitant transmettra l'annexe 2 au formulaire CERFA n°12571*01 dûment complété pour le BSD n°5051516324 (D2). Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié par sondage le bordereau de suivi des déchets n°20230330-XS9EGWND9 relatif à la prise en charge le 11/03/2023 de liquide de refroidissement usagé (code déchet 16 01 14*) par la société Sevia. Ce déchet a été accepté en traitement final par la société Osilub le 14/04/2023. Par ailleurs, l'exploitant n'est pas en mesure de transmettre l'annexe 2 qui a été demandée lors de la précédente inspection. La demande (D2) est donc maintenue.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Extraction du verre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 12°- annexe cahier des charges VHU
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction du verre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les éléments suivants sont extraits du véhicule : - [...], - verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.
Constats : Le verre n'est pas extrait des véhicules hors d'usage.
Observations : L'inspection des installations classées constate que le verre n'est pas extrait des véhicules et celui-ci est broyé concomitamment aux carcasses. L'exploitant explique qu'il n'est pas en mesure de trouver une filière de traitement ou de valorisation du verre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Stockage des moteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 - III
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des moteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries [...]. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches [...].
Constats : Le stockage des moteurs n'est pas conforme à la prescription susvisée.
Observations : Les moteurs sont stockés en plein-air et sur des palettes en bois. Ces derniers ne disposent ni d'emballage, ni de conteneur étanche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Volume de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - IV.
Thème(s) : Risques accidentels, Volume de stockage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres [...].
Constats : L'exploitant ne dispose pas de moyens permettant d'évaluer le volume des stockages.
Observations : L'exploitant mentionne que le volume des déchets de métaux et de ferraille stockés en vrac le long de la limite Nord de l'installation est d'environ 640 m ³ . Ces déchets sont répartis dans 4 cases de 60 m ³ chacune et 1 case de 400 m ³ . Cependant, l'inspection des installations classées note l'absence de moyens permettant d'évaluer les volumes des stocks. Il est par ailleurs constaté que la hauteur des stockages est inférieure à 6 mètres.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet